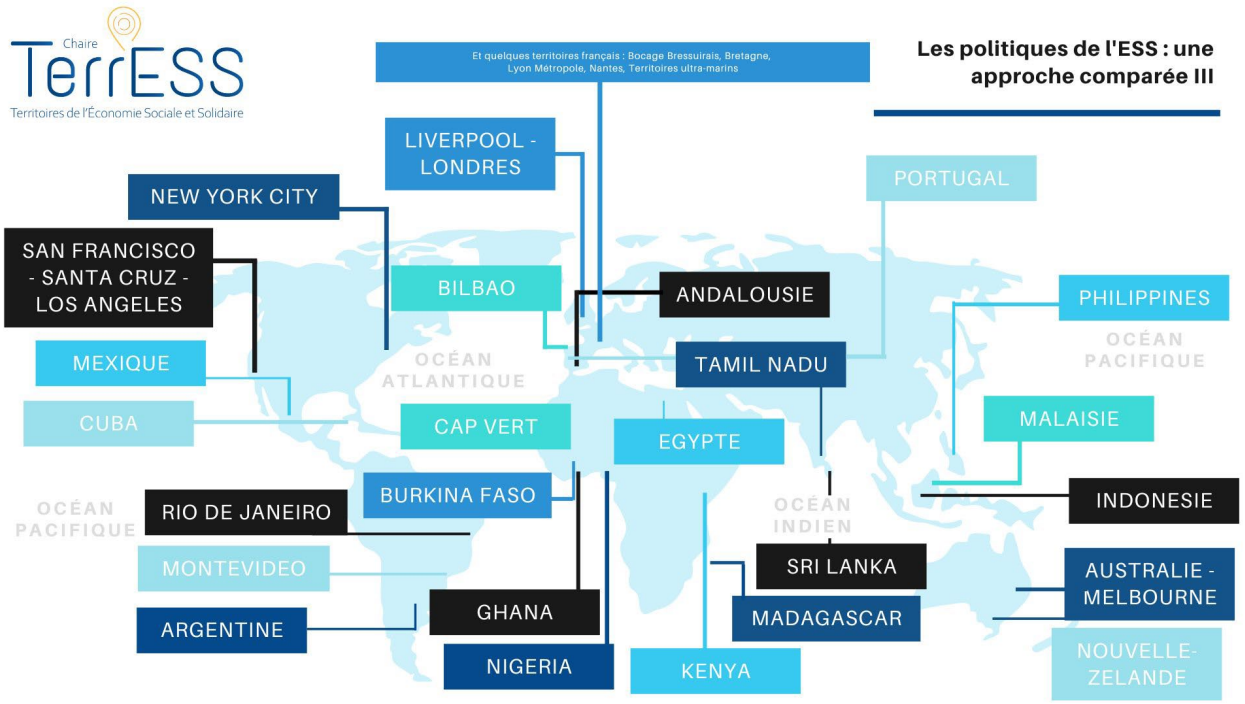
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Le Tamil Nadu (Inde)

Par Janèle SALIN, Alice PIATEK, Zoé ALCAÏDE, Léonore GIRARDET, Jeanne BILLE-SAGE, Ehsan BULUT

En Inde, les coopératives, les micros-entreprises et les self-help groups sont autant d'entités qui peuvent être rattachées à l'économie sociale et solidaire (ESS) car elles mènent des activités économiques, sociales ou environnementales servant un intérêt collectif et/ou l'intérêt général "et qui reposent sur les principes de coopération volontaire et d'entraide, de gouvernance démocratique et/ou participative, d'autonomie et d'indépendance, ainsi que sur la primauté de l'humain et de la finalité sociale sur le capital" si l'on reprend une partie de la définition de l'ESS adoptée par la résolution de l'ONU du 18 avril 2023.

Après un court panorama de la place de l'ESS en Inde, nous focaliserons notre analyse sur un État d'Inde du Sud, le Tamil Nadu. Le pays étant une république parlementaire fédérale, il s'organise en États dotés d'une certaine autonomie donc les politiques d'ESS peuvent se retrouver à différents niveaux.

Panorama général de l'ESS en Inde

L'Inde est un pays où la présence de l'ESS est relativement forte, se retrouvant sur l'ensemble du territoire à différents niveaux et connaissant une réelle dynamique de développement, même si le terme est peu utilisé au profit de celui de "social economy" quant au terme "social enterprise", il est récent et manque de reconnaissance institutionnelle[115].

Cette force de l'ESS peut être - en partie - attribuée à un certain système de valeurs, sont ancré dans la culture et les pratiques religieuses, par exemple au travers du concept de "sarvodaya", "uplifting of all")[116], aider les plus défavorisés au travers de donations (*daan*) ou du volontariat (*shramdaan*). Srivastava et Tendon (2005) avancent que 26.5% des organisations non lucratives impliquées dans le développement social en Inde revendiquent une appartenance religieuse.

Outre l'importance de la religion, il existe un certain cadre juridique et législatif de la "social economy". En 2002, le *Multi State Cooperative Societies Act* a été introduit par le gouvernement central pour promouvoir les coopératives en tant que mécanisme institutionnel alternatif face aux forces du marché, le but étant de transformer les coopératives en entités disposant de davantage de ressources. Par la suite, en 2011, le 97e amendement de la Constitution indienne a reconnu la formation de coopératives comme un droit fondamental des citoyens. En 2021, un ministère de la coopération a été créé par le gouvernement central afin de fournir un cadre pour renforcer les coopératives multi étatiques. Aussi, l'Inde est l'un des premiers pays à rendre la responsabilité sociale des entreprises obligatoire, exigeant qu'elles consacrent 2 % de leur bénéfice net à des œuvres caritatives ou ONG. Des initiatives telles que le commerce équitable et le financement de

[115] "Social Entrepreneurship in India. Models and Application", Agrawal, A. and P. Khare, in Bidet, E. and J. Defourny *Social Enterprise in Asia. Theory, Models and Practice*, 2019

[116] *Decent work and the social and solidarity economy* International Labour Conference, 110th Session, ILC.110/VI , Report VI (ONU), 2022

l'éducation renforcent l'économie sociale et solidaire comme outil de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Les programmes ciblent notamment les populations vulnérables, comme les personnes handicapées, en proposant des formations et des emplois dans l'artisanat ou la saisie informatique.[117] A noter, que le gouvernement est actuellement en train de revoir sa loi principale sur les coopératives.

En termes de chiffres clés, selon la *National Cooperative Union of India*, l'Inde dénombre 854 355 coopératives comprenant 290 millions de membres sur la période 2016-2017 (22% de la population nationale) et accueille pas moins de 2 millions d'entreprises dites "sociales" en 2018 en anglais dénommées "*social entreprises*". A noter que parmi ces coopératives dénombrées, toutes n'adhèrent pas strictement aux principes de l'économie sociale et solidaire. Là où la "social economy" prospère le plus est au niveau local où existent de nombreuses institutions et lois ciblant des thématiques spécifiques[118].

Un zoom sur le Tamil Nadu

Le Tamil Nadu : un État sur la voie du succès en matière d'objectifs de développement durable (ODD)

Selon l'Index SDG[119], développé par Niti Aayog pour 2023-2024, et qui classe les États d'Inde en fonction de leur performance vis-à-vis des ODD, le Tamil Nadu se trouve en 3ème place, derrière le Kerala et l'Uttarakhand.

Plus généralement, selon l'étude des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire dans les zones rurales du Tamil Nadu, la politique - que l'on peut qualifier d'ESS - du Tamil Nadu tente de répondre à l'ensemble des objectifs de développement durable, d'où son classement élevé dans l'Index SDG. Parmi les initiatives majeures figurent le Droit à l'Éducation, le Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Programme, des actions en santé et nutrition, le renforcement des compétences et la création d'opportunités de revenus via le financement institutionnel et le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises.[120] Ces programmes mobilisent les populations rurales dans des groupes d'entraide pour favoriser leur inclusion financière et améliorer leurs conditions de vie.

Que cela soit de façon directe et significative (égalité homme/femme, lutte contre la pauvreté, la famine ou les inégalités…), ou de façon indirecte avec des impacts moins significatifs (les énergies renouvelables, l'action climatique, la justice et la paix, la création d'infrastructures et

---

[117] *Etude comparative de la législation de l'Économie Sociale et Solidaire dans les pays d'Europe, d'Amérique latine, du centre (Honduras), du Nord(Québec), d'Afrique (Maghreb, OHADA) et d'Asie (Inde, Japon, Corée du Sud),* Diadji Niang, Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales, (LARTES)-IFAN, 2014, p.35

[118] Ibid.

[119] *Niti Aayog SDG India Index*, 2023-2024, p. 68 – Voir annexe n°1

[120] Tony Blair Institute for Global Change

d'innovations…)[121], l'ESS au Tamil Nadu participe activement à la réalisation des objectifs de développement durable.

Les "self-help" groups (SHGs), ou groupes d'entraide

Les groupes d'entraide de femmes du Tamil Nadu sont un exemple pertinent de l'impact possible d'organisation relevant de la "social economy" sur l'ensemble des ODD. En effet, ce sont des entités à rapprocher des dynamiques de l'économie sociale et solidaire, agissant comme leviers de développement social dans de nombreux secteurs tels que l'économie, la politique, le genre, ou l'éducation.

En luttant contre l'économie informelle par exemple, qui concerne principalement les femmes, les SHGs[122] agissent pour l'égalité homme-femme dans le travail. En plus de mettre en réseau les femmes et de les organiser entre elles, ils permettent également leur émancipation économique en les faisant bénéficier de formations sur la comptabilité, les remboursements, les livres de comptes, le *leadership*, la collecte d'informations bancaires, la réglementation de leurs propres groupes, etc. En bref, les SHGs promeuvent un développement autonome pour les femmes en termes de gestion des finances familiales.

Par ailleurs, ces groupes d'entraide répondent également aux enjeux du changement climatique. Par exemple, après le tsunami de 2004 en Inde, des groupes d'entraide de femmes ont été formés au Tamil Nadu afin de participer à la reconstruction, ce qui a, à nouveau, permis une avancée concernant le statut d'emploi des femmes et leur indépendance financière[123].

Enfin, l'émergence des groupes d'entraide dans les années 1990 a notamment permis aux milieux défavorisés des zones rurales de contourner les taux d'intérêt élevés et fixés par les prêteurs. Ils ont en effet permis aux membres d'épargner entre eux et elles, de façon modeste mais régulière, et d'acquérir une certaine expertise en la matière.

D'autre part, les groupes d'entraide peuvent être organisés par des organismes gouvernementaux, des particuliers, ou bien des ONG à l'instar de GUIDE (Gandhian Unit for Integrated Development Education), située dans le district de Kancheepuram dans la vallée de Palar (Tamil Nadu). L'ONG fonctionne comme une fédération de *sangams* de femmes (groupes) : hormis les fondatrices, l'ensemble du personnel est issu de la population locale. GUIDE combine les deux principaux aspects des SHGs, à savoir la lutte contre les inégalités de genre et la protection de l'environnement: l'ONG est contre les violences faites aux femmes, pour leur autonomisation, le contrôle des ressources locales, la participation à la prise de décision, et l'expérimentation de l'agriculture biologique.

[121] Voir annexe n°2

[122] L'acronyme SHGs sera utilisé à plusieurs reprises dans cette note pour qualifier les self-help groups, ou groupes d'entraide

[123] *Mainstreaming Women Self-Help Groups to Promote Social and Solidarity Economy Lessons from Rural Areas of Tamil Nadu, India,* S. Nagarajan & I. Ponnusamy, UN Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy, 2019

Les spécificités juridiques et institutionnelles du Tamil Nadu

Si les SHGs sont très présents au Tamil Nadu, les coopératives le sont également[124].

Le Tamil Nadu a son propre département de la coopération[125], de l'alimentation et de la protection des consommateurs. Son objectif est de faciliter la production agricole par le biais des coopératives et le département gère plusieurs fédérations et unions coopératives pour permettre ses diverses fonctions, notamment la Fédération de commercialisation coopérative du Tamil Nadu (TANFED), la Fédération coopérative des consommateurs du Tamil Nadu (TNCCF) et l'Union coopérative du Tamil Nadu (TNCU). Le département gère des institutions financières, notamment la Banque coopérative Apex de l'État du Tamil Nadu, pour faciliter les services financiers et bancaires. Quant au système de distribution publique qui fonctionne sous l'égide de la Tamil Nadu Civil Supplies Corporation (TNCSC) du département, il participe à la distribution des produits de base par le biais de magasins de rationnement à prix équitable dans tout l'État.

Soutenir et accompagner l'ESS au Tamil Nadu

Afin d'être soutenues, les structures de l'ESS bénéficient notamment d'allègements fiscaux en étant exemptées de taxes sur leurs revenus.[126] Cela est soumis à certaines conditions, l'une d'entre elles étant par exemple que la structure en question soit requise de dépenser au moins 85% de ses revenus de l'année en cours à des œuvres de charité en Inde. De plus, afin d'inciter les individus à contribuer aux structures de l'ESS via des dons, ces derniers bénéficient également d'une réduction d'impôts à hauteur de 50% du montant donné.

Par ailleurs, au Tamil Nadu plusieurs organisations et coopératives soutiennent financièrement les groupes d'entraides comme le Swarnjayanti Gram Swarozgar Yojana (SGSY) créé initialement par le Ministère du développement rural, mais également la Banque Nationale pour l'Agriculture et le Développement Rural[127].

D'autre part, plusieurs incubateurs agissent au niveau national et régional comme *UnLtd India* ou encore *Villgro* basé dans la ville de Chennai au Tamil Nadu. *Villgro* vise à aider des entreprises qui auront une valeur sociale à ajouter à la communauté[128]. A ce titre, il a servi d'incubateur pour *New Leaf Dynamic Technologies*, qui a permis à plusieurs organisations d'agricultrices en Inde d'obtenir des solutions réfrigérantes écologiquement soutenables (basées sur la combustion de biomasse) afin de stocker leurs produits et réduire les pertes.

Au niveau du Tamil Nadu, le gouvernement de l'État et le gouvernement central ont déployé divers efforts pour commercialiser les produits des groupes d'entraide sociale, notamment en créant des

---

[124] *Cooperatives in India* ICA-AP, 2018

[125] *Website of Department of Cooperation of Tamil Nadu,* National Portal of India.

[126] *Social and solidarity economy systems around the world – Country fact sheet, India,* OECD, 2024

[127] *Mainstreaming Women Self-Help Groups to Promote Social and Solidarity Economy Lessons from Rural Areas of Tamil Nadu, India,* S. Nagarajan & I. Ponnusamy, UN Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy, 2019

[128] *Website of Villgro,* villgro.org

plateformes de marketing électronique et des possibilités de commercialisation dans les institutions gouvernementales, y compris les bureaux, les collèges, etc.[129] Au niveau national il y a des efforts pour "marketer" des marques de coopératives mais il ne s'agit pas d'un vrai plan de communication ou de sensibilisation sur les objectifs et moyens de l'ESS. Ce marketing via les réseaux sociaux peut apporter un soutien indirect qui ne soit pas financier aux coopératives. Par exemple, la National Cooperative Union of India (NCUI) a organisé un webinaire sur l'importance des médias sociaux pour les coopératives en 2021[130]. Le webinaire avait pour but d'éduquer les coopératives sur l'importance des médias sociaux et sur la façon dont elles peuvent les utiliser pour construire leur marque, défendre leurs intérêts et leurs activités commerciales.

Évaluation et impacts de la "social economy" au Tamil Nadu

Quelques données statistiques récentes nous permettent d'évaluer l'impact de l'économie sociale et solidaire en Inde au niveau de l'emploi au travers des coopératives, très présentes à l'échelle nationale mais aussi locale (26 754[131] coopératives étaient actives en 2018 au Tamil Nadu). Selon la National Coopérative Union of India, en 2018, elles ont permis de générer 13,3% de l'emploi direct et 10,9% de l'auto-entreprenariat.[132] Elles y jouent un rôle central assurant un revenu aux habitants et un modèle économique viable basé à l'échelle locale et rurale[133].

Concernant les groupes d'entraide, ces derniers ont connu une progression significative notamment en zone rurale. Il est tout à fréquent d'en trouver 3 à 5 par village, témoignant de leur présence accrue. Si l'on s'intéresse aux résultats concrets de l'étude UN Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity, on dénombre 75% de femmes entre 23 et 45 ans ayant occupé un poste de direction pendant un minimum de 6 mois et un maximum de trois ans. De plus, sur 120 femmes devenues cheffes d'entreprise, 102 appartenaient à une famille où un seul membre gagnait sa vie avant d'opter pour l'entrepreneuriat, ce qui constitue une avancée importante[134].

Limites au modèle du Tamil Nadu

Cependant, il est essentiel d'ajouter qu'il existe certaines limites dans les politiques d'ESS et leurs impacts au Tamil Nadu, notamment au sein des groupes d'entraide. On peut noter tout d'abord des manques de formation, de connaissances et de ressources pour les femmes membres des groupes d'entraides, qui peuvent se trouver limitées dans leurs actions. En outre, les SHGs du

[129] *Niti Aayog SDG India Index*, 2023-2024, p. 68 – Voir annexe n°1

[130] *Webinar : Importance of Social Media for Cooperatives*, International Cooperative Alliance - Asia and Pacific.

[131] *Cooperatives in India* ICA-AP, 2018

[132] *Social and solidarity economy systems around the world – Country fact sheet, India,* OECD, 2024

[133] Ibid.

[134] *Mainstreaming Women Self-Help Groups to Promote Social and Solidarity Economy Lessons from Rural Areas of Tamil Nadu, India,* S. Nagarajan & I. Ponnusamy, UN Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy, 2019

Tamil Nadu peinent à s'organiser en réseau entre eux, ce qui non seulement limite leur expansion mais risque aussi de les mettre en concurrence. Ils manquent également de moyens de communication et sont parfois invisibilisés par les produits déjà existants et les marques populaires. Pour finir, les groupes d'entraide se composent principalement de femmes mariées, surreprésentation pouvant être assignée au système patriarcal en Inde[135].

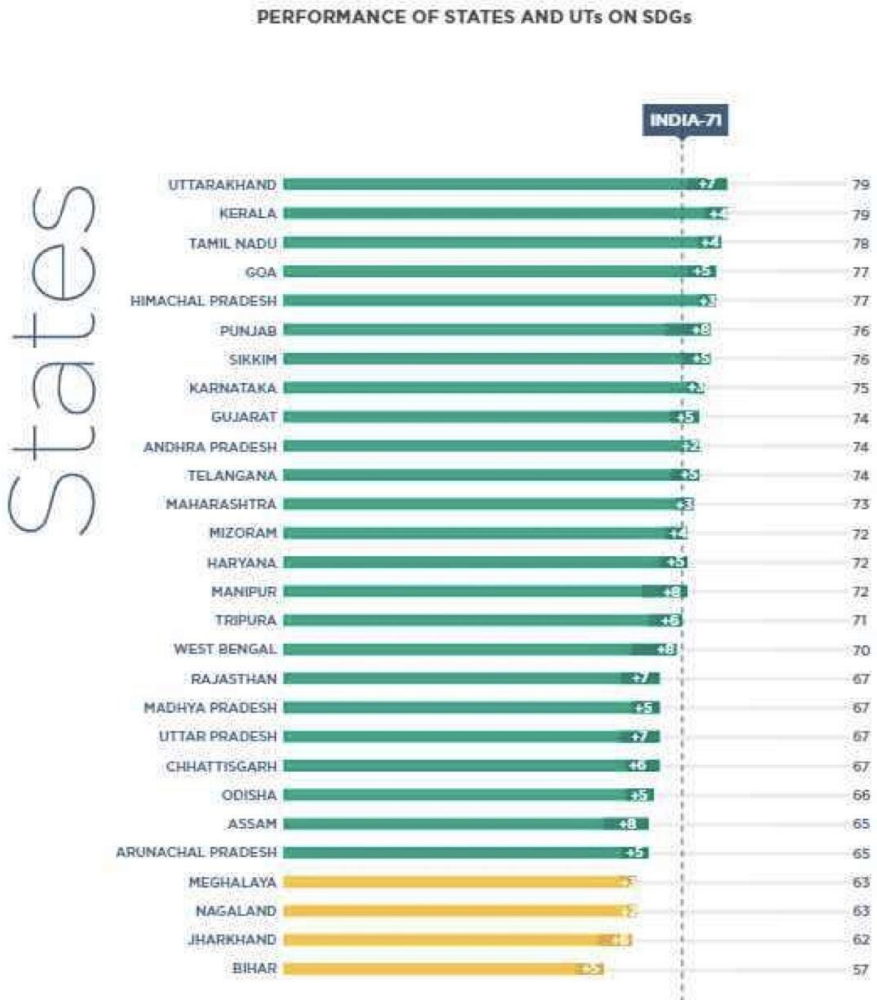
Ainsi, malgré le manque de cadre institutionnel national et général de l'ESS en Inde, il existe bel et bien une co-participation entre les différents acteurs. Celle-ci est manifeste entre les groupes d'entraides, les coopératives, les entreprises sociales impliquant divers acteurs au niveau de l'Inde, ou au niveau de l'Etat du Tamil Nadu, ou encore avec la participation d'acteurs privés (*Villgro*…) et diverses autres structures d'accompagnement. Le principal enseignement de cette note est que l'Etat du Tamil Nadu a une économie sociale et solidaire dynamique, avec une prégnance forte des groupes d'entraides qui sont de véritables moteurs dans la réalisation des ODD (notamment la pauvreté ou l'égalité homme/femme).

[135] Ibid. p. 4-5

Annexes

Annexe n° 1 : Classement des différents Etats en Inde concernant leurs réponses aux ODD en 2023-2024

Niti Aayog est un think tank public impulsé par le gouvernement central dont la mission est la réalisation des objectifs de développements durables (ODD) proposés par l'ONU, à l'échelle de tous les Etats, les impliquant dans la formulation de politiques publiques ciblées. Le think tank évalue ainsi pour chaque Etat les degrés de réalisation des ODD et propose des rapports annuels détaillés comprenant de nombreux graphiques permettant d'illustrer les impacts concrets de l'ESS à l'échelle de chaque Etat. Ce classement illustre la place importante qu'obtient le Tamil Nadu sur les réponses aux ODD (3ème place). Il permet de comprendre et d'évaluer l'efficacité des politiques mises en œuvre pour répondre aux ODD, qui sont intrinsèquement liées à l'ESS.



Source : Niti Aayog SDG India Index, 2023-2024, p. 68, consulté à l'adresse suivante : https://www.niti.gov.in/sites/default/files/2024-07/SDG_India_Index_2023-24.pdf

Annexe n° 2 : Tableau détaillant la contribution des Self Help Groups du Tamil Nadu (groupes d'entraide) aux ODD

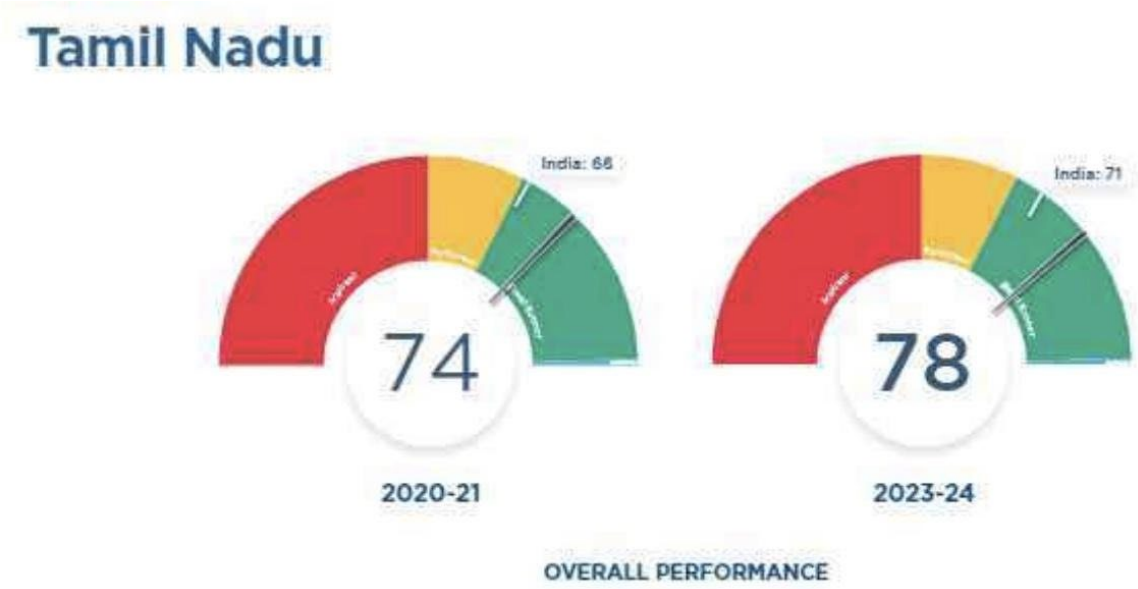
Ce tableau illustre comment les groupes d'entraide peuvent contribuer aux différents objectifs de développement durable. Ainsi, ils y contribuent de façon directe ou indirecte, et/ou de façon minime ou significative, ce qui met en exergue leur importance dans les politiques d'ESS. Cela permet également de montrer concrètement l'impact des SHGs, et quels sont leurs points forts au Tamil Nadu (lutte contre la pauvreté par exemple).

SDG Goals	SHG's Contribution	Contribution Type (Direct vs Indirect)
GOAL 1: No Poverty	Yes	Direct
GOAL 2: Zero Hunger	Yes	Direct
GOAL 3: Good Health and Well-being	Yes	Direct
GOAL 4: Quality Education	Yes	Indirect
GOAL 5: Gender Equality	Yes	Direct
GOAL 6: Clean Water and Sanitation	Yes	Direct (Initial Stage)
GOAL 7: Affordable and Clean Energy	Yes, but minimal	
GOAL 8: Decent Work and Economic Growth	Yes	Direct
GOAL 9: Industry, Innovation and Infrastructure	Yes, but very minimal	Direct
GOAL 10: Reduced Inequality	Yes	Direct
GOAL 11: Sustainable Cities and Communities	Yes	Indirect
GOAL 12: Responsible Consumption and Production	Yes, but very minimal	
GOAL 13: Climate Action	Yes, but very minimal	
GOAL 14: Life Below Water	Yes	Indirect
GOAL 15: Life on Land	Yes	Indirect
GOAL 16: Peace and Justice Strong Institutions	Yes, in Initial Stages	
GOAL 17: Partnerships to achieve the Goal	Yes, in Initial Stages	

Source : *Mainstreaming Women Self-Help Groups to Promote Social and Solidarity Economy Lessons from Rural Areas of Tamil Nadu, India,* S. Nagarajan & I. Ponnusamy, UN Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy, 2019

Annexe n°3 : Evolution de la performance du Tamil Nadu en termes de réponse aux ODD, entre 2020-21 et 2023-24

Cette infographie nous informe de l'évolution de la performance du Tamil Nadu concernant les ODD, qui a augmenté en l'espace de 3 ans. Le Tamil Nadu se situe désormais au-dessus de la moyenne indienne, avec un score de 78 qui correspond à la catégorie en vert "candidat en tête" (front-runner). Cela nous montre que les politiques d'ESS ont témoigné d'une certaine efficacité et se sont développées.



Source : Niti Aayog SDG India Index, 2023-2024, p. 266, consulté à l'adresse suivante : https://www.niti.gov.in/sites/default/files/2024-07/SDG_India_Index_2023-24.pdf

Bibliographie

Agrawal, A., & Khare, P. (2019). "Social Entrepreneurship in India: Models and Application". In Bidet, E., & Defourny, J. (Eds.), *Social Enterprise in Asia: Theory, Models and Practice*.

CNUCED. (2024). *La promotion de l'économie sociale et solidaire au service du développement durable.*

Duverger, T. (2023). *L'économie sociale et solidaire*. Coll. Repères. Paris : La Découverte.

Defourny, J., Nyssens, M., & Brolis, O. (2019). *Mapping and testing social enterprise models across the* world*: Evidence from the "International Comparative Social Enterprise Models (ICSEM) Project"*. ICSEM Working Papers, n°50.

Ganesh, U., et al. (2018). *Social Enterprise Landscape: Innovation for an Inclusive Future.*

Government of Tamil Nadu. *Website of the Nilgiris District of the Government of Tamil Nadu.* Consulté le 3 décembre 2024 à l'adresse suivante : https://nilgiris.nic.in/departments/tamil-nadu-state-rural-livelihoods-mission/

International Cooperative Alliance - Asia and Pacific. *Webinar: Importance of Social Media for Cooperatives.* Consulté le 18 décembre 2024 à l'adresse suivante : *:* https://icaap.coop/icanews/webinar-importance-social-media-cooperatives

International Cooperative Alliance - Asia and Pacific. (2021) *Country Snapshots – India.* Consulté le 6 décembre 2024 à l'adresse suivante : http://icaap.coop/sites/ica-ap.coop/files/2021%20India%20Country%20Snapshot.pdf

International Labour Conference. (2022). *Decent work and the social and solidarity economy.* Report VI, 110th Session. ONU.

Kelsall, T., & Akchurin, M. (2020). *Inclusive Growth in Tamil Nadu: The Role of Political Leadership and Governance.* Tony Blair Institute for Global Change. Consulté à l'adresse suivante : https://institute.global/insights/politics-and-governance/inclusive-growth-tamil-nadu-role-political-leadership-and-governance

Nagarajan, S., & Ponnusamy, I. (2019). *Mainstreaming Women Self-Help Groups to Promote Social and Solidarity Economy:* Lessons *from Rural Areas of Tamil Nadu, India.* UN Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy.

National Portal of India. *Website of Department of Cooperation of Tamil Nadu.* Consulté le 4 décembre 2024 à l'adresse suivante : https://www.india.gov.in/website-department-cooperation-tamil-nadu

Niang, D. (2014). *Étude comparative de la législation de l'Économie Sociale et Solidaire dans les pays d'Europe, d'Amérique latine, du centre (Honduras), du Nord (Québec), d'Afrique (Maghreb, OHADA) et d'Asie (Inde, Japon, Corée du Sud).* Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales (LARTES)-IFAN.

Niti Aayog. (2023-2024). *SDG India Index*. OECD (2024) *Social and solidarity economy systems around the world – Country fact sheet India*. Consulté à l'adresse suivante :

https://web-archive.oecd.org/temp/2024-02-27/666022-country-fact-sheets.htm